

Montreuil, le 22 février 2013

**SGS-ASTER, SANOFI, PILPA, GOODYEAR, PSA :  
MÊME COMBAT !**

Communique de presse

**L**e 28 décembre 2012, la direction de **SGS (groupe multinational suisse dont la croissance est de 16,3 % pour la même année) communiquait, par courrier recommandé avec accusé de réception, aux élus de leur filiale SGS ASTER, un projet de PSE impactant 90% de la population salariée (100/111 personnes) !**

Rachetée en janvier 2006 par SGS, ASTER (CRO ou société de recherche sous contrat) occupait, alors, la place de leader européen dans le domaine de la recherche pharmaceutique.

Jouissant d'une excellente réputation sur son marché, et toujours compétitive face à une concurrence plus rude, ASTER reste l'une des rares CRO françaises capable d'offrir un service complet aux clients pour la réalisation des protocoles en phase précoce.

Pourtant, après avoir juré ses grands dieux, que la fermeture des essais cliniques n'était absolument pas à l'ordre du jour, la direction de SGS a pointé du doigt les résultats décevants de 2012 pour justifier sa décision, étayant ses arguments sur les ambiguïtés liées à la mise en place de l'ANSM et à l'impact des scandales pharmaceutiques franco-français.

A aucun moment, la direction n'a admis les conséquences de ses mauvais choix stratégiques : les salariés étant la seule variable d'ajustement.

**Cependant, les élus CGT soutiennent que l'activité est rentable. Preuve en est, les primes et bonus substantiels, liés aux performances économiques positives, sont versés, pour les exercices précédents, aux cadres dirigeants.**

Les Représentants du personnel CGT soupçonnent la direction, bien que celle-ci s'en défende, de vouloir transférer l'activité vers une clinique ayant la même activité à Anvers, en Belgique. D'ailleurs, alors que le carnet de commandes d'ASTER s'élevait encore, à la

## À l'attention de la Presse écrite et orale

date du 16 janvier 2013, à près de 22 millions d'euros, dont 15 millions déjà planifiés, la direction du groupe, de son propre aveu, l'a ramené au 31 janvier 2013 à un peu plus d'1 million, annulant les études prêtes à être réalisées et incitant les clients, notamment les plus historiques de la filiale, à se diriger vers l'unité belge. Tout cela au détriment des salariés et au mépris des prérogatives d'information/consultation des Instances Représentatives du Personnel d'ASTER.

**Aussi l'ensemble des élus a exigé, par voie d'avocat, que la procédure soit reprise à son origine.**

Malgré l'engagement pris, la direction a tout de même transmis son projet de PSE à l'administration du travail qui en a déclaré la carence constatant, notamment, que le volet social n'était pas à la hauteur des moyens du groupe.

La DIRECCTE a donc demandé à la direction de respecter les procédures légales et de prendre contact, au plus vite, avec ses services afin d'étudier les suites à donner au projet.

Néanmoins, après avoir démis le PDG de notre filiale, de son mandat social, la direction de SGS, dans sa volonté d'imposer au plus vite, un plan de départs volontaires, continue son travail de désinformation, accusant les représentants du personnel de faire obstruction à un projet pourtant licite.

**Un bel exemple d'ouverture au dialogue social !**

Bien que soumis à la pression de la direction SGS et devant faire face à l'inquiétude de leurs collègues, les élus CGT sont décidés à mener la négociation de façon à préserver l'avenir professionnel de l'ensemble des salariés de leur entreprise.

**Les élus CGT de SGS-ASTER**

Contact : Jean-Michel SOCRIER / 06 22 09 00 25